



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX



Rénovation énergétique du groupe scolaire

Date et heure limites de réception des offres :
lundi 12 mai 2025 à 12:00

COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
5 RUE DES LAVOIRS
34570 MURVIEL LES MONTPELLIER

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Rénovation énergétique du groupe scolaire
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	6
	Délai de validité des offres	90 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Définies par lot
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	6
3 - Les intervenants.....	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.3 - Contrôle technique	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire	9
6.2 - Visites sur site	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
7.1 - Transmission électronique	12
7.2 - Transmission sous support papier.....	13
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures	13
8.2 - Attribution des marchés	13
8.3 - Suite à donner à la consultation	14
9 - Renseignements complémentaires	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2 - Procédures de recours.....	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :
Rénovation énergétique du groupe scolaire

La rénovation énergétique du Groupe Scolaire de Murviel-lès-Montpellier situé 1 rue Lucie et Raymond Aubrac - 34570 - MURVIEL LES MONTPELLIER concerne plusieurs bâtiments : l'école élémentaire, l'école maternelle, l'Escola, le Centre de Loisirs, la médiathèque, le restaurant scolaire.

Cette opération s'inscrit dans une démarche de qualité environnementale globale suivant le référentiel Bâtiment Durable Occitanie, niveau Argent. Cette démarche vise à garantir une construction de qualité avec une conception adaptée des espaces, des systèmes techniques et constructifs garantissant une haute performance énergétique, un impact carbone maîtrisé et un confort des usagers toutes saisons.

Lieu(x) d'exécution :
Groupe Scolaire de Murviel-lès-Montpellier
34570 Murviel-lès-Montpellier

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Chauffage Ventilation Climatisation Plomberie Géothermie
02	Electricité Générateur photovoltaïque
03	Charpente
04	Menuiserie extérieures
05	Plâtrerie, Menuiseries intérieures, Peintures, Faïence
06	Ravalements

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Le ou les lots suivants seront passés selon une procédure distincte de la présente consultation, conformément aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-8 ou L. 2123-1 et R. 2123-1 2° du Code de la commande publique.

Lot n°03:Charpente

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
45331000-6		Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

Lot(s)	Code principal	Description
01	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
01	39715200-9	Équipement de chauffage
01	45330000-9	Travaux de plomberie
01	45232141-2	Installations de chauffage
01	45311200-2	Travaux d'installations électriques
01	45333100-1	Travaux d'installation de régulateurs de gaz
02	09331200-0	Modules solaires photovoltaïques
02	45261215-4	Travaux de couverture de panneaux solaires
02	09310000-5	Électricité
02	45311200-2	Travaux d'installations électriques
04	45421130-4	Poses de portes et de fenêtres
04	44220000-8	Menuiserie pour la construction
05	45410000-4	Travaux de plâtrerie
05	45442110-1	Travaux de peinture de bâtiments
05	45421130-4	Poses de portes et de fenêtres
05	45421152-4	Installation de cloisons
05	45321000-3	Travaux d'isolation thermique
06	45442110-1	Travaux de peinture de bâtiments
06	45443000-4	Travaux de façade

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

BET Fluides :
BETSO
849, rue Favre de saint Castor
34680 MONTPELLIER
Tel : 04 67 69 12 20
Email : contact@betso.fr

Architecte :
Soizic CHOUPIN
8 RUE FREDERIC BAZILLE
34000 Montpellier

Economiste :
INGEBAU
3, impasse du Viognier
34680 SAINT GEORGES D'ORQUES
Portable : 07 50 05 49 87
Email : frederic.mortreux@ingebau.fr

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique de construction est assuré par :

APAVE

Jean-Baptiste SABATER

Chargé d'affaire en Contrôle Technique Construction

APAVE Infrastructures & Construction Languedoc Roussillon

P : 06 60 97 86 29

jean-baptiste.sabater@apave.com

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE IC MONTPELLIER

310 rue de la sarriette zone Ecoparc

34130 saint aunes

bgc.languedoc-roussillon@apave.com

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le modèle d'attestation de visite
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahiers des clauses techniques communes (CCTP Lot N° 00)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chacun des lots
 - CCTP Lot N° 01 CVC-PB-Géothermie
 - CCTP Lot N° 02 Électricité-Photovoltaïque
 - CCTP Lot N° 03 Charpente
 - CCTP Lot N° 04 menuiseries extérieures
 - CCTP Lot N° 05 Plâtrerie
 - CCTP Lot N° 06 Ravalements

- Les décompositions de prix global forfaitaire (DPGF)
 - DPGF Lot N° 01 CVC-PB-Géothermie
 - DPGF Lot N° 02 Électricité-Photovoltaïque
 - DPGF Lot N° 03 Charpente
 - DPGF Lot N° 04 menuiseries extérieures
 - DPGF Lot N° 05 Plâtrerie
 - DPGF Lot N° 06 Ravalements

Le cadre quantitatif sur lequel les entreprises doivent impérativement répondre en respectant scrupuleusement la décomposition par lot et par type (prestations relevant de la rénovation énergétique et prestations relevant de travaux annexes)

- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Les plans de phasage des travaux en site occupé
- Le Plan architecte et les plans des lots techniques
 - Pièces graphiques Archi_carnet A3
 - CVC_PB_GEO_CARNET A3
 - ELEC_PV_CARNET A3
- L'étude de faisabilité géothermique
- L'étude hydrogéologique
- Le rapport du test de réponse thermique (TRT)
- Le rapport de géomodélisation
- Le rapport de simulation énergétique dynamique
- La Charte chantier à faibles nuisances
- Le plan général de coordination sécurité
- Le rapport initial de contrôle technique
- Le diagnostic Amiante
 - DAT D24071100 Inka du 30/08/2024 - Ecole élémentaire Marie-Thérèse SUDRE
 - DAT D24071099 Inka du 30/08/2024 - Ecole maternelle Jeanne BARRET
 - Rapport D24050639 Amiante sur enrobés Inka du 12/06/2024 - Cour école maternelle
- Le diagnostic Charpente d'Altéaboïs du 11/02/2025 Réf. 25-006

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 14 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de cinq ans seront pris en compte.	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Qualif RGE Qualiforage Qualibat 5213 Installation de chauffage avec chaudière gaz en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m ² Qualibat 5231 Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m ² Qualibat 5313 Installation de VMC en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000m ² Qualibat 5511 Installation de systèmes de gestion technique du bâtiment GTB	Non
Qualif Elec LCPT RGE Quali PV	Non
2312 - Fabrication et pose de charpente traditionnelle et structure en bois (Technicité confirmée)	Non
3521 - Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (Technicité courante) 3551 - Fabrication et pose de menuiseries extérieures en bois (Technicité courante)	Non
Qualification 4132 - Plaques de plâtre (Technicité confirmée)	Non
Qualification 7131 - Isolation thermique par l'extérieur (Technicité courante)	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
L'attestation de visite	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. Ce document sera limité à 25 pages, les fiches techniques sont à fournir en annexe	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Clause sociale : insertion par l'activité économique

La commune de Murviel-lès-Montpellier dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé d'inclure, dans ce marché public, une clause d'insertion par l'activité économique. Cette clause est applicable à ce marché, tel qu'indiqué dans le CCAP. L'entreprise qui se verra attribuer ce marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le CCAP précise, à cet égard, les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion

Attention :

- Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.
- Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée non conforme au motif du non-respect du cahier des charges.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les lieux d'exécution des prestations objet du présent marché sont :

Groupe scolaire de MURVIEL-LES-MONTPELLIER
Rue Lucie et Raymond AUBRAC
34570 MURVIEL-LES-MONTPELLIER

Une visite sur site est obligatoire. Un certificat de visite (dont modèle vierge annexé au présent document) devra être signé par le Maître d'œuvre ou par un représentant de la commune ayant constaté la visite des lieux, à charge pour le candidat de le joindre impérativement à son offre. L'absence de visite entraînera le rejet de l'offre.

Les candidats sont invités à prendre rendez-vous au préalable en téléphonant à la mairie de Murviel les Montpellier (06 72 08 68 52) ou au maître d'œuvre (07 50 05 49 87). Il est précisé que les visites seront possibles uniquement les mercredis ou encore les jours ouvrés pendant les périodes de vacances scolaires.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.montpellier3m.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise à la mairie de Murviel-lès-Montpellier dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé usb uniquement) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
MAIRIE DE MURVIEL LES MONTPELLIER

5 RUE DES LAVOIRS
34570 MURVIEL LES MONTPELLIER

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Méthodologie envisagée pour le respect des délais sur ce projet en site occupé, pour la sécurité des utilisateurs, pour la gestion des nuisances	20.0
3-Moyens humains et matériels affectés à l'opération / (Personnel dédié au chantier (nombre et qualification, y compris encadrement) / (engagement de mise à disposition)	20.0
4-Qualité de l'offre technique en réponse aux exigences du dossier de consultation (fiches produits / matériaux)	20.0

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Elles se dérouleront par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que la présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation sur chacun des lots à l'issue de l'analyse des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre. Une audition des candidats admis aux négociations est possible. Dans ce cas, les candidats recevront une convocation par courrier électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception, leur indiquant précisément les modalités de celle-ci (date, heure, durée, lieu, contenu...). La négociation peut également être réalisée par écrit par l'envoi d'un mail, ou par téléphone. Dans tous les cas, les termes de la négociation seront confirmés par écrit. Le délai accordé aux candidats pour la remise de leur offre modifiée sera précisé dans le cadre de la négociation. A l'issue de la phase de négociation, la dernière offre remise par les candidats constitue l'offre finale. En cas de négociations, les modalités d'attribution des notes sont identiques que pour le jugement de l'offre initiale. La négociation ne sera menée qu'avec les candidats n'ayant pas déposé une offre inappropriée ou anormalement basse. Toutefois, si la négociation paraît inutile, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.montpellier3m.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans

les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.